

La Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève reste ancrée dans les solutions du passé - Les Vert·e·s genevois·es

leobouvier, 21.02.2023

5–7 minutes

La Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG) a soumis un questionnaire auprès des candidat·e·s au Conseil d'Etat. Sans surprise, les 7 candidat·e·s « les plus proches des préoccupations de la CCIG » sont tous à droite de l'échiquier politique (voir classement [ICI](#)). Ce classement et le refus d'inviter la ministre de l'économie à un échange avec ses membres n'ont rien d'étonnant tant la CCIG sort du pragmatisme propre aux chambres de commerce, qui est d'offrir des prestations utiles à tous ses membres, pour défendre l'idéologie libérale portée par les candidat·e·s de la droite. Via leur [Programme de législature 2023-2027](#) et leur résolution « [En transition vers une économie durable avec plus de justice sociale](#) », les Vert·e·s promeuvent en revanche une économie qui place l'humain et l'environnement au centre et qui répond véritablement aux besoins des Genevois·es. En pleine campagne pour les élections cantonales, de

nombreuses associations envoient des questionnaires à l'attention des candidat-e-s pour découvrir leurs positions sur des sujets spécifiques. Les réponses sont ensuite publiées sur les sites internet des associations, voire relayées dans les médias. La Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG) ne fait pas exception, même si elle n'invite que les candidat-e-s les plus proches des « préoccupations exprimées dans le questionnaire » à un échange avec ses membres, perpétuant ainsi un entre soi au détriment d'un débat démocratique sain. Les résultats de ce questionnaire sont sans surprise : les 7 candidat-e-s retenu-e-s sont toutes et tous à droite du spectre politique. En scrutant les réponses, on constate par exemple que les candidat-e-s qui répondent « Oui » à la question « Pensez-vous que le modèle économique actuel fondé sur la croissance doit être changé au vu des défis environnementaux et sociaux ? » sont ostracisé-e-s. Ou encore, à la question « Êtes-vous favorable à une réduction des dépenses de l'Etat ? », les candidat-e-s qui répondent par la négative sont également mis-e-s à l'écart. Si la réponse ne fait guère de doute pour le Parti Libéral Radical, on pourrait légitimement se demander en quoi cela est problématique pour la CCIG (les investissements de l'Etat favorisent au contraire l'économie genevoise).

La réponse est simple : la CCIG confond les intérêts de l'économie genevoise avec l'idéologie libérale. L'Etat doit se borner à laisser la main invisible de l'économie agir à sa guise, quelles qu'en soient les conséquences néfastes sur les êtres humains et l'environnement. Pour la CCIG, la promotion de l'économie locale, responsable et solidaire ne doit pas constituer une mission pour l'Etat, aider les entreprises à prendre le tournant écologique non plus (en dépit du gain de

compétitivité), protéger les emplois non délocalisables encore moins. Ce sont pourtant les engagements pris par Fabienne Fischer, Conseillère d'Etat Verte en charge de l'économie et de l'emploi, qui a publié ses réponses argumentées au questionnaire de [la CCIG](#) (voir sur son profil LinkedIn [ICI](#)). Sauf à être un admirateur aveugle d'Adam Smith, il est difficile de lire dans les réponses de la magistrate, autre chose qu'une défense sans relâche du tissu économique genevois.

Il est vrai que les Vert-e-s osent mettre en lumière les dérives de la main invisible : le système économique actuel contribue à accélérer le dérèglement climatique causant une dégradation inexorable de l'environnement et de la biodiversité. En plus, sa logique basée sur la croissance des profits de quelques-uns favorise la surconsommation et rend de plus en plus de travailleurs et travailleuses malades et malheureux-euses. Il est donc de notre responsabilité d'agir, en posant les bases d'une économie respectueuse de la nature et des êtres humains. En 2022, les Vert-e-s ont adopté leur [Programme de législature 2023-2028](#) et notamment une résolution ambitieuse intitulée « [En transition vers une économie durable avec plus de justice sociale](#) » qui répond véritablement aux besoins des Genevois-es. Cette résolution pose huit objectifs majeurs et en particulier le soutien à l'économie locale, sociale et solidaire et respectant les limites planétaires, la reconversion professionnelle vers des emplois durables, la garantie de conditions de travail dignes et la mise en place d'une fiscalité verte, progressive et redistributive. Des mesures concrètes appuient ces objectifs, déployées depuis deux ans par Fabienne Fischer à la tête du Département de l'économie et de l'emploi. On pense notamment au soutien aux entreprises dans leur transition écologique et numérique, à des investissements pour

transformer les outils de production, à des actions en faveur des commerces locaux, à la lutte contre le travail au noir sur les chantiers, et pour le salaire minimum. En restant ancrée dans le siècle dernier, il est probable que la CCIG reste imperméable à ces propositions qui pourtant permettraient à notre canton de gagner en compétitivité et devenir un leader international de l'économie verte.

Signataires

- Delphine Klopfenstein Broggini, présidente des Vert-e-s genevois-es
- Julien Nicolet-dit-Félix, vice-président des Vert-e-s genevois-es